VOTONS !

Du 3 au 10 décembre, vous allez voter. Voter pour celles et ceux qui, pendant les quatre prochaines années, défendront avec détermination, technicité, exigence et proximité vos missions, vos conditions de travail, vos droits et garanties dans les instances de dialogue social que sont :

1. le **CSAL** **C**omité **S**ocial d'**A**dministration **L**ocal ➡ **votez** *Solidaires Finances Publiques*

le **CSAR** (**R**éseau), au niveau **N**ational : ➡ **votez** *Solidaires Finances Publiques*

le CSAM, au niveau Ministériel : ➡ **votez** *Solidaires Finances*

2. les **CAP** (**C**ommissions **A**dministratives **P**aritaires), nationales depuis la suppression des CAP Locales ➡ **votez** *Solidaires Finances Publiques*

OU

les **CCP** (**C**ommissions **C**onsultatives **P**aritaires) nationales pour les contractuels et les agent.es Berkani : ➡ **votez** *Solidaires Finances Publiques*

Les élu·e·s de ***Solidaires Finances Publiques*** et de ***Solidaires Finances*** vous représenteront, porteront votre voix, protégeront vos droits à tous les niveaux **(Local, National, Ministériel, Fonction Publique)** et défendront tout autant les missions et les collectifs de travail que les situations individuelles.

Voter massivement pour ces élections symbolisera le refus collectif des personnels de la DGFiP de subir les diktats de l'administration.

Voter massivement permettra aux agentes et agents de se faire entendre et de donner une réelle légitimité, une vraie force aux représentantes et représentants de ***Solidaires Finances Publiques*** et ***Solidaires Finances***.

Voter est la première étape pour améliorer, ensemble, notre travail et nos conditions de travail, pour défendre et renforcer nos droits et nos garanties.





Face à la casse de la DGFiP, Face à la dégradation des conditions de travail, Face aux attaques contre nos droits et garanties :

Votez *Solidaires Finances Publiques* et *Solidaires Finances*

Notre bilan

Le mandat qui se termine en cette fin 2026 a commencé, début 2022, par la mise en œuvre du Cadre Objectif et de Moyens. Mais après ? ***Solidaires Finances Publiques 31*** a, assez rapidement, fait le choix de siéger en CSA et nous l'avons souvent expliqué. Nous assumons ce choix. D'abord il aurait été paradoxal de demander vos suffrages lors des élections professionnelles de 2022 pour vous représenter en CSA pour, ensuite, les boycotter pendant quasiment tout le mandat !
Les Comités Sociaux d'Administration sont souvent qualifiés de chambres d'enregistrement et ils le sont pour partie. Pour autant, nous y apportons **notre expertise et notre connaissance fine des missions et des services pour influer sur les choix de l'administration.** Nous y portons vos préoccupations, votre parole et vos réalités, comme vos colères.
Nous y défendons vos et nos revendications en s'appuyant, en cohérence, sur les analyses et revendications nationales. Mais **réalités et stratégies doivent aussi refléter les contextes locaux et nous tenons compte de ces particularités.**
Enfin, il existe malgré tout quelques marges de manœuvre locales, si nous savons les imposer.

C'est ce que ***Solidaires Finances Publiques 31*** a fait dans le cadre des CSA en évoquant, par exemple, la situation des SGC et leurs difficultés, en interpellant sur la mission amendes et la souffrance des services, en abordant les problèmes récurrents de l'accueil et des collègues des SIP, en évoquant les réalités des services de Direction, en relayant les revendications des collègues des PCE et des CDIF face aux restructurations annoncées. Pour résumer, **nous évoquons inlassablement la vie des services et de toutes les missions dans les instances** !
Ces derniers mois, nous avons interpellé à tous les niveaux (du national à la délégation ou la Direction locale) l'administration sur les dossiers d'actualité : facturation électronique, « fin du chèque »,….

C'est aussi ce que ***Solidaires Finances Publiques 31*** a fait dans les Formations Spécialisées pour évoquer lqa dure réalité des conditions de travail et les besoins des services. Les questions de conditions de travail sont une priorité pour ***Solidaires Finances Publiques 31*** et le CSA et sa Formation Spécialisée tiennent de ce point de vue un rôle prépondérant après la suppression du CHS-CT. Sur ces questions aussi, nous avons acquis une expertise reconnue en nous efforçant d'être **à l'écoute des personnels et les plus réactifs possible en relayant vos besoins et vos attente**s !

C'est ce que ***Solidaires Finances Publiques 31*** a fait pour **vous défendre dans les actes de gestion ou les situations individuelles,** grâce aux rendez-vous que nous avons pu maintenir avec la Direction locale !

Dans un environnement dégradé, notre but est double : forcer l'administration à traiter des causes du mal-être et améliorer la vie quotidienne et matérielle des agent·e·s.

Nos défis

Solidaires Finances Publiques a pour fondamental **la volonté de faire vivre un syndicalisme de propositions et d'action.** C'est ce que nous nous efforcerons de faire dans les CSA et FS en nous fondant sur une analyse de fond des dossiers. Et quand nous ne serons pas entendus par les autorités locales et nationales, vient **le temps de l'action, que nous proposons à l'intersyndicale**.

Nous nous engageons à poursuivre dans cette voie sur la base d'une autre de nos valeurs : la proximité. Parce que **c'est le constat de vos réalités quotidiennes et de nos revendications qui fondent nos actions en CSA, en FS ou en CDAS, comme au quotidien.**

Cela exige aussi, comme ***Solidaires Finances Publiques*** s'efforce de le faire, de **construire un syndicalisme du partage**. Il passe par **l'information** sans laquelle les liens se distendent, par **la recherche de l'unité** en cherchant ce qui rapproche plutôt que ce qui divise.

Un de nos défis est de poursuivre et renforcer, avec votre soutien, la vision du syndicalisme que porte ***Solidaires Finances Publiques*** et que porteront nos candidates et candidats, localement, comme nationalement, à tous les niveaux.

Les enjeux du vote

Ces élections sont particulièrement importantes pour vous, car elles permettent à travers les instances, d'**assurer votre défense et votre représentation tant au plan collectif qu'individuel.**
Pour cela, vous devez renforcer et ancrer notre représentativité nationale et locale, tant à la DGFiP, qu'au ministère et à la Fonction Publique. Renforcer notre présence à tous les niveaux dans les instances de l'Action sociale et des Conditions de travail.
Face à la casse de la DGFiP, Face à la dégradation des conditions de travail, Face aux attaques contre nos droits et garanties :

